

SUR LE NET



digital.union@sonapresse.com

LE GAZOUILLIS...

L'actu du web

Par I.M'B.

L'affaire d'un roi Igbo au Gabon soulève colère et indignation

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

Suite à la vidéo devenue virale d'un reportage faisant état de l'installation d'un roi Igbo au Gabon, Sa Majesté EZE Binjamin OKEKE, les internautes sont allés dans tous les sens : soulevant indignation et colère. Les incompréhensions nées de cette installation du roi Igbo ont suscité beaucoup de gazouillis, tant sur les réseaux sociaux qu'au niveau de certains journaux en ligne.

Des questions s'adressent d'abord au ministère de l'Intérieur, car cette intronisation s'est déroulée dans un gymnase. " De qui ont-ils obtenu l'autorisation ? L'installation d'un roi exigé naturellement certaines conditions reconnues par le droit à savoir : (1) être autochtone d'un territoire ou en avoir la possession ; (2) exercer sur ledit royaume toute sorte de plein pouvoir sur un peuple ou communauté née dans ce territoire ; (3) parler la langue ou dialecte issu même de ce territoire en ayant en pratique et usage des rites, traditions et croyances issus de ce même terroir ", s'interroge une lettre ouverte, apparentée à



Les Igbo du Gabon marchant sur les terres de leur royaume au Gabon.

un tract attribué à la communauté M'Pongwe.

Dans un style ironique, un journaliste ne voit aucun inconvénient à ce qu'un royaume Igbo s'installe sur les terres gabonaises. " Tout ce qui est autorisé par les autorités porte un caractère légal plus que ce sont eux la loi... Nous n'avons pas été envahis vu que beaucoup de nos propres chefs coutumiers et responsables y étaient ", note-t-il. Et certains de chercher à savoir si le Palais royal des Igbo est installé au sein de l'Ambassade du Nigeria au Gabon. Sinon, "une

installation extraterritoriale serait brader une partie du Gabon. Serait-il normal que chaque peuple qui vient au Gabon ouvre son royaume ? Même ceux qui étaient Gabonais et qui ont gagné beaucoup d'argent sont repartis sur leur terre de naissance ouvrir des royaumes et devenir roi. Pourquoi forcément un royaume Igbo au Gabon ? Qu'est-ce qui n'a pas marché encore avec nos autorités ?"

Le tract attribué à la communauté M'Pongwe y voit une provocation " Face à de telles provocations qu'elle est la réaction de l'Am-

bassade et du ministère gabonais des Affaires Étrangères ? Il est inadmissible et intolérable d'installer un roi, soit-il, en exil dans un territoire externe au lieu de naissance de sa communauté."

" Qu'un Président de l'Association d'une communauté étrangères vivant au Gabon soit installé cela est normal, mais installer un roi, un chef coutumier d'une communauté étrangères dans le pays d'accueil, je me questionne toujours. Je puis me tromper, mais mon questionnement demeure ", s'interroge Geoffroy Fouboula Libeka.

CRISE DE L'ÉNERGIE : LA FRANCE CHARGE MACRON



Face à la crise énergétique qui sévit dans l'Hexagone, la France grogne. Selon Mariane.net, entendu à l'Assemblée nationale par la Commission d'enquête sur la souveraineté et indépendance énergétique, Yves Bréchet - Photo (ex-Haut-Commissaire aux énergies atomiques de 2012 à 2018, n'est pas allé des mains mortes pour crucifier le gouvernement et le chef de l'État français : C'est "une ignorance stupéfiante", et une "inculture scientifique et technique" de l'État sur le domaine énergétique. Reprenant cette critique, le politicien français Nicolas Dupont-Aignan a, à son tour, sonné la charge sur sa page VK (VKontakte) : " Voilà la politique de Macron, voilà la cause de la crise que nous vivons".

LA MAUVAISE INSTRUCTION SCIENTIFIQUE DES DOSSIERS POLITIQUES



devant les députés français, Yves Bréchet, polytechnicien, membre de l'Académie des sciences et président du Conseil scientifique de Framatome s'est interrogé sur les causes du marasme énergétiques actuel de la France. Sans exonérer les acteurs de la filière de leurs responsabilités, Yves Bréchet a pointé, face aux députés, "la question de l'instruction scientifique des dossiers politiques, selon lui, "au cœur du problème. La faiblesse des analyses conduisant aux décisions de l'État pose question".

L'EUROPE LIBRE CONTRE LA CNI NUMÉRIQUE



Une partie de l'Europe est remontée contre les autorités européennes. C'est dire que l'introduction de la carte d'identité numérique intelligente attise le courroux des partisans de la liberté du citoyen. "Tout ce qu'ils font, ils contrôlent toute chose ; ils regardent tous nos mouvements", tempête un eurodéputé.

L'œil de la rédaction



MERCURIALE : LES INTERNAUTES CONTRE LA DGCC ET LA DGC

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Le 1er octobre dernier, la Direction générale de la concurrence et la consommation (DGCC) et la direction générale du commerce (DGC) lançaient des opérations de contrôle avec pour mot d'ordre de traquer les opérateurs économiques véreux et sanctionner lourdement tous ceux qui ne respecteraient pas la réglementation en matière de prix et aussi en matière de gestion de stock et approvisionnement. Sauf que depuis lors, bon nombre de citoyens ne cessent de se plaindre de la hausse de certains prix de

produits pourtant homologués. Bien que ces équipes mixtes aient pu mettre à l'index près de 700 commerçants véreux, la réalité sur le terrain est encore préoccupante. Dans une vidéo largement relayée sur la toile, un internaute a remis le sujet au goût du jour. " Ils n'ont fait que retirer l'huile locale du marché. On trouve encore plein de produits aux prix exorbitant. Exemple : la boîte de sardine, on la trouve encore à 400 FCFA chez beaucoup de commerçants derrière la prison, Haut de Gué Gué, Charbonnages. Surtout chez les petits commerçants. Le jus de 500 FCFA est à 600 FCFA aux Charbonnages avant la station

Petro. Il y a même un commerçant qui vend un jus à 800 FCFA du côté de Blaise Pascal ", a indiqué Hunter Ngone sur Facebook.

De son côté, Mecydan Essims met aussi à l'index d'autres secteurs. " Au-delà même de ce secteur, la DGCC est incapable de sécuriser les prix des pièces automobiles et le matériel de quincaillerie. On a même l'impression que ça ne touche pas le portefeuille des ménages gabonais".

Une question en fond : combien de temps la politique de la mercuriale pourrait-elle contenir l'inflation importée ?



Photo: H.N.M